

Pays-d'Ancenis. Guerre en Ukraine : les entreprises locales dans le flou

La guerre entre la Russie et l'Ukraine risque d'avoir des conséquences sur les économies nationales. Dans le Pays-d'Ancenis, certaines entreprises suivent de près le conflit.



Depuis le début de la guerre, Manitou Group a suspendu jusqu'à nouvel ordre l'ensemble de ses expéditions vers la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, qui pèsent 4 % de ses ventes. (©G. B.)

Par **Geoffroy Berthaud**

Publié le 23 Mar 22 à 17:12 mis à jour le 23 Mar 22 à 17:24

📍 L'Écho d'Ancenis

« On va avoir des impacts dont on ignore l'ampleur. Il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas entendre et voir ce qui se passe à la télé. » Sans vouloir effrayer ses 300 salariés qui ont encore en mémoire la crise de 2008 qui avait causé 137 suppressions d'emploi, **Hervé Jouannic, le directeur général de la SAH Leduc, à Ligné, se dit très attentif à la situation en Ukraine.** « Le début du conflit est récent, on est donc peu impacté pour l'instant. Cela dit, il y a une inquiétude certaine... » Spécialisée dans la fabrication des vérins hydrauliques, l'entreprise fournit des constructeurs de machines agricoles et industrielles comme Manitou Group et Bobcat.

« L'agriculture représente un quart de notre activité, ce n'est pas là où on est le plus fort, expose-t-il. Par contre, on a des débouchés en Russie et en Ukraine dans la logistique, le bâtiment, les travaux publics et la construction. Là, il faut s'attendre à des annulations de commandes dans les semaines qui viennent. »

Client historiquement important de la SAH Leduc, le groupe Manitou est présent en Russie depuis 2006. Près de Moscou, le leader mondial du chariot élévateur tout-terrain dispose d'une filiale avec une trentaine de collaborateurs, auxquels s'ajoutent deux salariés en Ukraine. Dans cette région considérée comme le "grenier à blé de l'Europe et du monde", l'entreprise travaille principalement pour l'agriculture, un secteur qui représente 30 % du chiffre d'affaires global du groupe.

Des conséquences pour Manitou et la SAH Leduc

« Ces pays (Russie, Ukraine, Kazakhstan) pèsent environ 4 % de nos ventes. » Avec la guerre, les conséquences ne se sont pas fait attendre :

« L'ensemble des expéditions vers la Russie est suspendu jusqu'à nouvel ordre. En Ukraine, les concessionnaires nous ont demandé d'arrêter d'envoyer les machines », annonce Michel Denis, directeur général du groupe.

Dans ces conditions, les produits qui étaient destinés à ces marchés sont stockés en France, mais au vu des « attentes fortes partout dans le monde », ils seront « sans problème envoyés ailleurs, plutôt en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud ».

Sur le front des importations, Manitou Group indique que ses « sous-traitants ne sont pas implantés dans ces zones ». En ce qui concerne l'acier, Michel Denis affirme que la flambée du prix des énergies (gaz, électricité) et des matières premières auront un impact majeur sur les prix d'achat :

« Dans nos prix de revient, nous avons de l'acier, de l'énergie. C'est également le cas pour nos fournisseurs. A l'arrivée, les effets de cette crise pourraient clairement se répercuter sur nos prix de revient et donc sur nos prix de vente. »

Même son de cloche pour la SAH Leduc, dont l'acier est le composant principal d'un vérin. « On n'a pas de fournisseur direct, indique Hervé Jouannic, mais vu que la Russie et l'Ukraine sont deux gros producteurs d'acier, on va être confronté à des hausses de prix conséquentes, ce qui va nous obliger à les répercuter sur nos prix de vente. Nous pensons également à nos salariés qui subissent cet impact directement sur leur pouvoir d'achat depuis quelques mois. Ces augmentations exceptionnelles ne peuvent malheureusement pas être compensées par les entreprises. Résultat : l'Etat doit soutenir le pouvoir d'achat des salariés par des mesures conséquentes, comme il l'a fait pendant la crise sanitaire. »

Harpes Camac : la franchise russe est fermée

A la fonderie Bouhyer, fabricant de contrepoids pour les machines agricoles et de travaux publics, Alain Mimouni n'est pas inquiet, ni à court ni moyen terme : « Nous équipons des matériels pour des clients allemands. Les produits destinés à la Russie et l'Ukraine iront ailleurs, là où la demande est très forte, comme aux Emirats Arabes Unis. » Concernant les matières premières qu'elle utilise en grande quantité, la fonderie ne craint pas d'impact : « L'acier et la fonte proviennent des chantiers de démolition en France et à moins de 200 km d'Ancenis. Nous sommes une grande entreprise de recyclage. »

Chez Terrena, le service communication annonce ne pas faire de commerce avec l'Ukraine ni avec la Russie.

« Mais nous sommes cependant impactés concernant la nutrition animale par la hausse des prix, sur le blé notamment. Nous rencontrons également des incertitudes sur la disponibilité en tourteaux d'oléagineux, plus particulièrement de tournesol ukrainien, qui viennent en substitution du soja et garantissent un cahier des charges non OGM pour les productions animales. »

Dans un tout autre domaine, la manufacture de harpes Camac, à Mouzeil, ressent les effets de la crise. Après un gros développement concrétisé par l'ouverture d'une franchise à Moscou, l'activité de la société a nettement diminué « ces trois ou quatre dernières années, annonce le PDG Jakez François. Aujourd'hui, la Russie ne représente plus que 1 % du chiffre d'affaires, ça ne nous met pas en danger. »

Acteur régional de premier plan, le Hellfest, premier festival européen de musique métal, aurait pu s'attendre à des retombées liées au conflit, puisque ce genre musical compte beaucoup de fans à l'Est, notamment en Russie. En réalité, « cela n'aura aucun impact sur notre activité, assure le directeur Ben Barbaud. Que ce soit les groupes invités ou le public, c'est un marché complètement déconnecté de notre business. »